

son numéro du 23 janvier 1969, la *Northland News* expose la situation en ces termes:

La Northland Utilities a été attaquée lundi soir lorsque les conseillers de la ville ont demandé à ses représentants d'expliquer pourquoi on s'était plaint d'une faible tension de services au client qui laissent à désirer, de l'impossibilité de communiquer avec les représentants de la société affectés à l'endroit, et du tarif élevé de l'électricité.

Comme il s'agit d'une ville minière, ses habitants ne voient pas la nécessité de tarifs très élevés. Mes observations ont, je crois, résumé la situation. J'ai copie de la pétition, que je pourrais remettre au ministre, accompagnée des documents pertinents que j'ai en ma possession.

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, l'Eldorado Nuclear Limited n'a pas songé à prendre les services directement en main. Pour ce qui est des tarifs, ils sont déjà à l'étude depuis quelque temps et des instances ont été présentées à l'Eldorado Nuclear Limited. On espère qu'ils seront réduits. Vu qu'on n'a pas présenté d'instances directement à l'Eldorado sur la qualité du service, la société n'a pas songé à user de son influence pour le faire améliorer.

LES SERVICES SCIENTIFIQUES—LE MINISTRE COMPTABLE DE LA POLITIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, il y a quelques jours lors d'une conférence d'hiver sous les auspices de l'Institut canadien des affaires publiques, et de Radio-Canada le président du Conseil des sciences, M. Solandt a répété, au cours d'une allocution, des déclarations faites ailleurs portant qu'il fallait améliorer les rouages relatifs à la politique scientifique du gouvernement fédéral et préconisant la désignation d'un ministre comptable de la politique scientifique.

Le 5 mars, j'ai demandé au premier ministre (M. Trudeau) si le gouvernement songeait à faire une telle nomination et le premier ministre m'a répondu que le président du Conseil du Trésor (l'honorable M. Drury) était ce ministre. Une autre fois, en réponse à une question semblable posée par mon collègue, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), le premier ministre a désigné du doigt le ministre d'État (l'honorable M. Lang), député de Saskatoon-Humboldt. Une troisième fois, en réponse à la même question, il a mentionné le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Pepin) comme étant le ministre comptable de la politique scientifique.

Voilà une question extrêmement importante, monsieur l'Orateur. Le secrétaire du Conseil du Trésor, M. Reisman, dans son témoignage au comité du Sénat qui examine la politique scientifique, a déclaré que les décisions du gouvernement en matière de politique scientifique étaient en grande partie fortuites. Si l'on songe que depuis plusieurs années, le gouvernement a abandonné trois programmes très importants de recherches scientifiques qu'il s'était engagé à mettre en œuvre, sans en avoir, semble-t-il, discuté sérieusement avec les hommes de science, on comprend l'importance d'avoir un ministre à qui il incombe de prendre des décisions dans ce domaine.

L'observatoire Reine Élisabeth qui devait être construit en Colombie-Britannique a été annulé. Le projet Harp réalisé par la faculté de physique de l'Université McGill a été interrompu et il se poursuit maintenant aux États-Unis sous la direction de savants antérieurement attachés à l'Université McGill. Le projet ING fortement encouragé par les physiciens du Canada a également été abandonné.

Je ne suis pas spécialiste en politique scientifique, pas plus qu'aucun député, je suppose. Je ne défends pas particulièrement ces projets. Je ne m'y connais pas plus qu'en matière de dépenses pour la recherche médicale, ou agricole, ou militaire—projets qui ont échoué pour la plupart—mais j'aimerais savoir qu'en retour des centaines de millions que dépense le gouvernement du Canada, nous obtenons les conseils judicieux de gens avertis. Pourtant, monsieur l'Orateur, il ne semble pas en être ainsi.

Voici un extrait d'un article paru dans *Science Forum*, en novembre 1968, et signé par M. Martin W. Johns, physicien à l'Université McMaster:

La politique scientifique, quelle qu'elle soit, semble être formulée par des personnes qui ne comprennent pas les objectifs légitimes de la science, ou qui n'ont aucun contact avec les scientifiques—dans la fonction publique ou ailleurs.

De même M. L. E. Howlett a écrit dans le numéro d'octobre de *Science Forum*:

Il arrive trop souvent qu'on plaide en faveur d'un projet coûteux qui exige de lourds engagements parce qu'il est bien conçu et qu'il est fait appel à l'imagination. Trop rarement, on en établit le bien-fondé en fonction des besoins futurs du Canada et de sa valeur éventuelle pour le pays en comparaison de l'argent consacré à d'autres projets.

M. Howlett est un ancien chercheur scientifique du Conseil national de recherches. Et je